



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

***Direction de la coordination,  
du pilotage, de l'appui territorial  
et de l'environnement***

**Arrêté n°2025-DCPATE-132**

**prescrivant à la société PIVETEAU BOIS des mesures immédiates prises à titre conservatoire à la suite de l'incendie survenu le 13 avril 2025 dans sa scierie sise dans la commune de Sainte-Florence au lieu-dit La Gauvrie**

**Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite.**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 512-20, L. 514-8, R. 512- 69 et R. 512-70 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-DCL-BENV-682 du 23 mars 2023 modifié autorisant la société PIVETEAU BOIS à poursuivre l'exploitation d'une scierie au lieu-dit La Gauvrie, sur le territoire de la commune d'Essarts en Bocage ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du DATE faisant suite à l'incendie survenu le 13 avril 2025 sur le site ;

Considérant que l'incendie sur le site est susceptible d'avoir conduit à des émissions de substances dangereuses dans l'environnement ;

Considérant la réalisation, pendant l'incendie, par les services départementaux d'incendie et de secours, de deux prélèvements d'air conservatoires, sur et à proximité du site PIVETEAU BOIS La Gauvrie, au moyen de dispositifs de prélèvement d'air appelés canisters mis à disposition par Air Pays de la Loire ;

Considérant que les eaux d'extinction de l'incendie ont été confinées au sein du site, dans le bassin servant aussi de réserve incendie ;

Considérant la présence d'enjeux à proximité du site, exposés aux conséquences du sinistre, notamment des habitations avec présence de jardins potagers ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de prescrire à l'exploitant la réalisation d'un diagnostic afin d'évaluer précisément la consistance et l'étendue d'une éventuelle pollution, et d'identifier les cibles potentielles ainsi que les voies de transfert ;

Considérant que sur la base de ce diagnostic, l'exploitant doit pouvoir présenter, le cas échéant, le suivi des travaux à réaliser pour aboutir à la maîtrise voire à la suppression de la pollution éventuelle ;

Considérant qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application des dispositions prévues par les articles L. 512-20 et L. 514-8 du code de l'environnement ;

Considérant que l'urgence ne permet pas de recueillir préalablement l'avis du CODERST ;

## Arrête

### **Article 1. Respect des prescriptions**

La société PIVETEAU BOIS, dont le siège est situé au lieu-dit La Vallée à Sainte-Florence (code postal : 85140), ci-après désignée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son établissement implanté au lieu-dit La Gauvrie sur le territoire de la commune de Sainte-Florence.

### **Article 2 Mise en sécurité des installations**

L'exploitant procède **sans délai** à la mise en sécurité des installations du site impactées par l'accident, y compris les mesures de maîtrise des risques (rétention, moyens d'extinction ...) : surveillance, mesures spécifiques, interdiction d'accès signalée de manière adaptée et information sur les dangers (risques d'effondrements, de chute de matériels, etc...).

### **Article 3 Rapport d'accident**

L'exploitant transmet **sous 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées, un rapport d'accident qui précise les circonstances et la chronologie de l'accident, les causes et les conséquences de l'accident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire, pour en pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ainsi que les moyens nécessaires pour déterminer ses effets.

### **Article 4 Redémarrage**

Le redémarrage des installations impactées par l'accident survenu le 13 avril 2025, en particulier des installations de granulation localisées dans le bâtiment G20 et des stockages associés (silos S6, S8, S9 et S12), est subordonné au respect des conditions suivantes :

- remise préalable, au préfet de la Vendée, d'une mise à jour de l'étude de dangers du site, intégrant le retour d'expérience de l'accident survenu le 13 avril 2025 et identifiant les éventuelles mesures complémentaires de maîtrise des risques à mettre en œuvre ;
- la mise en œuvre de ces éventuelles mesures complémentaires de maîtrise des risques ;
- le respect des dispositions applicables encadrant le fonctionnement de ces installations.

### **Article 5. Mesures immédiates conservatoires**

**Dans un délai maximal de 2 jours** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait procéder à l'analyse des prélèvements de l'air ambiant, réalisés pendant la phase active de l'incendie du 13 avril 2025 par les services d'incendie et de secours : les 2 canisters mis à disposition par Air Pays de la Loire et déployés par les services de secours au sein du site et à proximité sont à analyser pour identifier la présence des substances suivantes : « screening » des composés organiques volatils (COV).

### **Article 6. Étude de l'impact environnemental et sanitaire de l'incendie – Mesures de gestion**

#### **6.1. Élaboration d'un plan de prélèvements**

L'exploitant transmet **sous 5 jours** à compter de la notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées, les résultats de la surveillance environnementale prescrite à l'article 3.7 de l'arrêté du 23 mars 2023 susvisé, réalisée avant l'accident survenu le 13 avril 2025.

L'exploitant élabore et transmet à l'inspection des installations classées **dans un délai de 5 jours** à compter de la notification du présent arrêté, un plan de prélèvements comprenant :

6.1.a) Un état des lieux concernant le terme source du sinistre : nature et quantité de produits et matières dangereuses concernés / impactés par l'incident.

6.1.b) Une évaluation de la nature et des quantités de produits et de substances de décomposition ou dégradation susceptibles d'avoir été émis dans l'atmosphère, dans les sols et dans les milieux aqueux compte tenu de la quantité et de la composition des produits impliqués dans le sinistre et des conditions de développement de l'incendie qui ont pu être observées (par exemple : feu vif ou couvant, etc.). Pour cela, l'exploitant peut notamment s'appuyer sur le guide reconnu Oméga 16 – INERIS.

6.1.c) La détermination de la ou des zones maximales d'impact au regard des cibles/enjeux en présence.

6.1.d) Un inventaire des cibles/enjeux potentiels exposés aux conséquences du sinistre (habitations, établissements recevant du public en particulier sensible, zones de cultures maraîchères, jardins potagers, zones de pâturage, bétails, sources et captage d'eau potable, activités de pêche et de cueillette...) ainsi que les voies de transfert et d'exposition spécifiques à la situation (schéma conceptuel).

6.1.e) Une proposition de plan de prélèvements (plan de surveillance environnementale) sur des matrices pertinentes justifiées ; les matrices choisies tiennent compte de la ou des zones maximales d'impact et des cibles répertoriées en d) ci-dessus. Ce plan prévoit également des prélèvements dans des zones estimées non impactées par le sinistre qui seront utilisées comme zones témoins (des témoins sont nécessaires pour toutes les matrices échantillonnées). A minima, le plan de prélèvement portera sur la matrice « sols » et sur les parcelles agricoles situées sous le panache de l'incendie.

Le plan de prélèvement s'appuiera sur la méthodologie développée par l'INERIS dans son rapport « Stratégie de prélèvements et d'analyses à réaliser lors d'une expertise post-accidentelle – cas de l'incendie » du 18 décembre 2015 ou toute version actualisée.

Les prélèvements sont à réaliser en plusieurs points dans la trajectoire des vents dominants (sens du panache) et à l'opposé pour les points « témoins ».

6.1.f) La justification de paramètres à analyser au regard des substances concernées par les émissions atmosphériques et leurs éventuelles retombées. Ils concernent a minima, les dioxines et furannes et les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).

## **7.2. Mise en œuvre du plan de prélèvements**

L'exploitant met en œuvre, **dans un délai de 10 jours** à compter de la notification du présent arrêté, le plan de prélèvements défini en application de l'article 4.1 et modifié pour tenir compte des éventuelles remarques formulées par l'inspection des installations classées.

## **7.3. Résultats et interprétation de la surveillance environnementale**

Les résultats d'analyses des différents prélèvements sont interprétés, notamment par comparaison à l'état naturel de l'environnement (zones témoins).

Les résultats et leur interprétation tels que décrits ci-dessus sont transmis à l'inspection des installations classées **au fur et à mesure de la réception des résultats**.

En cas d'impact révélé par les mesures réalisées, l'exploitant fait réaliser, par un organisme certifié dans le domaine des sites et sols pollués, une interprétation de l'état des milieux.

## **Article 8 : Gestion des eaux d'extinction**

Dans un délai maximal de **2 jours** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fait procéder à l'analyse des eaux d'extinction confinées au sein du site, afin de caractériser ces eaux. Ces analyses portent sur un spectre large de substances, et a minima sur les MES, la DCO, les hydrocarbures totaux, les HAP et, le cas échéant en cas d'usage d'émulseur fluoré dans la lutte contre l'incendie survenu le 13 avril 2025, l'AOF et les PFAS.



Les PFAS recherchés sont ceux spécifiques aux émulseurs utilisés (y compris ceux issus d'une décomposition). À défaut d'identification précise de ces PFAS, les analyses portent sur :

- les 20 PFAS mentionnées à l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation

- le 6:2 FTAB (n° CAS 34455-29-3)

- le 6/2 FTS (n° CAS 27619-97-2)

- le 8:2 FTS (n° CAS 39108-34-4)

- le 4:2 FTS (n° CAS 757124-72-4)

- le PFOSA (n° CAS 754-91-6)

- le MePFOSA (n° CAS 31506-32-8)

- le MeFOSE (n° CAS 24448-09-7)

En l'absence d'analyse des PFAS, l'exploitant justifie la composition des émulseurs utilisés lors de l'incendie.

L'exploitant transmet les résultats dès réception et propose à l'inspection les suites à donner pour le devenir des eaux d'extinction.

#### **Article 9. Gestion des déchets liés au sinistre**

L'exploitant procède, *sous un délai de deux mois* à compter de la notification du présent arrêté, à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets présents sur le site et issus de l'accident survenu le 13 avril 2025.

L'exploitant fournit au fur et à mesure des opérations d'enlèvement les éléments justifiant du traitement de ces déchets (transmission des bordereaux de suivi des déchets dangereux correspondants).

Les filières de traitement des déchets potentiellement contaminés par des PFAS est soumise à validation préalable de l'inspection.

#### **Article 10. Dispositions administratives**

##### **10.1. Sanctions**

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L. 171-8 et suivants du code de l'environnement.

##### **10.2. Délais et voies de recours**

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex) :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage ;

2° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle il leur a été notifié.

Le tribunal peut aussi être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **10.3. Publicité et diffusion de l'arrêté**

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de 4 mois.

### **10.4. Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 16 AVR. 2025

Le préfet,



Gérard GAVORY

Arrêté n°2025-DCPATE-132

prescrivant à la société PIVETEAU BOIS des mesures immédiates prises à titre conservatoire à la suite de l'incendie survenu le 13 avril 2025 dans sa scierie sise dans la commune de Sainte-Florence au lieu-dit La Gauvrie

